

Procès de l'inaction climatique et sociale à Agen

Les décrocheurs du Gers et du Lot-et-Garonne jugés en appel à Agen



Procès de l'inaction climatique et sociale à Agen

Jeudi 2 décembre 2021, des militants des collectifs ANV COP21 Lot-et-Garonne et ANV COP21 Auch sont convoqués devant la Cour d'Appel d'Agen pour avoir décroché des portraits présidentiels de mairies gersoises et lot-et-garonnaises à l'été 2019.

Une mobilisation est prévue Place du 8 mai, devant le tribunal, de 12 h à 18 h. Arnaud, Caroline, Florian, Freddy, Philippe, Théaud, et Valérie, ont rendez-vous au tribunal d'Agen jeudi 2 décembre à 14 h, pour une audience en appel après les jugements de l'hiver 2020. Arnaud et Florian avaient été condamnés en première instance à, respectivement, 500 et 400 € d'amende ferme et ont fait appel de cette décision.

Les cinq militants gersoises avaient été relaxés au nom de la liberté d'expression par le tribunal d'Auch pour la première fois dans les procès de décrochages de portraits. C'est le procureur de la République qui a fait appel de la décision.

Pour étayer les déclarations des sept militants non-violents, deux témoins seront cités, le climatologue **Christophe Cassou**, membre du GIEC, qui a participé au dernier rapport paru cet été et l'économiste **Geneviève Azam**, membre d'ATTAC.

Une mobilisation de soutien est prévue de 12 h à 18 h sur la Place du 8 mai devant le tribunal d'Agen. Des animations auront lieu tout l'après-midi et une prise de parole d'associations est prévue à 13 h, avant l'entrée des prévenus dans le tribunal à 13 h 50.

Arnaud Portron et Florian Duffau ont participé au décrochage du portrait d'Emmanuel Macron en mairie de Montpezat-d'Agenais et Grateloup Saint-Gayrand le 26 juin 2019. Caroline, Freddy, Philippe, Théaud et Valérie ont, eux, participé aux décrochages des portraits des mairies de Barran, Castelnau-Barbarens et Saint-Jean-le-Comtal les 8 juin et 16 juillet 2019.

Ils sont poursuivis pour vol en réunion et encourent cinq ans de prison et 75 000 euros d'amende pour ces actions de désobéissance civile non-violente. Ces actions ont été organisées dans le cadre de la campagne nationale #DécrochonsMacron qui visait à alerter l'opinion publique et la presse internationale sur le vide de la politique sociale et climatique du gouvernement, en opposition avec la position de leader pour le climat que notre président revendique. Dans cette optique, des centaines d'activistes étaient réunis à Bayonne au moment du G7 à l'été 2019 avec 125 portraits décrochés dans toute la France, représentant le nombre de jour qu'il faut aux français pour consommer ce que la planète peut leur apporter en un an.

À ce jour, cette campagne a subi une répression jamais rencontrée par des militants écologistes en France, avec 49 procès, 84 prévenus et 1467 heures cumulées de garde à vue. Jusqu'à la fin de l'année 2020, les décrochages de portraits n'ont pas été reconnus comme un acte de protestation politique, mais la décision du tribunal d'Auch en octobre 2020 a ouvert la voie à d'autres relaxes à Strasbourg, Valence, Amiens et Bordeaux.

La Cour de cassation a rendu en septembre 2021 une décision importante : la condamnation de huit décrocheurs par la Cour d'Appel de Bordeaux est cassée car le rejet de la liberté d'expression n'était pas assez motivé.

Le pouvoir judiciaire a par la suite rendu des décisions qui vont dans le sens de ce que dénonçaient les militants avec les décrochages de portraits. En août 2021, le Conseil d'Etat a condamné l'état français à une astreinte fixe de 10 millions d'euros pour le premier semestre 2021. Les mesures mises en place par l'État pour contrer la pollution de l'air sont jugées insuffisantes et incertaines. Ces mesures seront réévaluées début 2022 pour le second semestre 2021.

En octobre 2021, dans le cadre de l'Affaire du Siècle soutenue par plus de 2 millions de personnes, le tribunal administratif de Paris ordonne au Premier ministre de prendre avant le 31 décembre 2022 « toutes les mesures utiles » pour réparer le préjudice écologique causé par la politique du gouvernement.

Loin d'être le « Champion du climat », Emmanuel Macron, depuis son élection en 2017, mène une politique climaticide. Les inégalités environnementales et sociales se creusent de plus en plus, les énergies fossiles continuent de bénéficier d'investissements publics massifs, et aucune limite n'est imposée aux entreprises polluantes.

Les conséquences de ces choix politiques sont déjà visibles aujourd'hui.

L'État doit :

- dire la vérité sur le niveau de réchauffement auquel conduit la politique qu'il mène actuellement, et ses impacts à venir en France et dans le monde pour les générations présentes et futures.

- mettre en place dès aujourd'hui des mesures ambitieuses et radicales dans tous les secteurs nécessaires pour s'aligner sur une trajectoire compatible avec un réchauffement climatique limité à +1,5°C.

- mettre en place des mesures d'accompagnement social ambitieuses pour les personnes les plus précaires et les plus vulnérables au dérèglement climatique.

La COP 26 nous a une fois de plus montré le fossé qui existe entre les préoccupations de la société civile, qui s'est emparée de la question environnementale, et l'inconséquence de nos décideurs, incapables de relever le grand défi de notre siècle.

Toutes les informations sur la campagne #DecrochonsMacron sont à retrouver sur : decrochons-macron.fr

Pages Facebook de l'ANV (Action non-violente) Cop 21 du Lot-et-Garonne ou du Gers.

Ce communiqué émane du collectif ANV COP21 Auch.

